

Il faut reprendre
Juin 36
où les politiciens
l'ont saboté !

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. -- N° 218

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 3 MARS 1950

Le numéro : 10 francs

Entre patrons et travailleurs: Question de force

Le problème des salaires est une nouvelle fois posé. Les travailleurs de la métallurgie parisienne ont déserté en masse leurs entreprises. Le mouvement gagne de nouvelles corporations et s'étend en province.

— Prime de 3.000 francs avec effet rétroactif au 1^{er} janvier, réclament les syndicats, pour une fois unis.

— Cinq pour cent d'augmentation, propose le patronat.

Le problème est posé, la lutte engagée sous l'œil patelin d'un gouvernement qui prend le vent avant de se prononcer et se contente, pour l'instant, de protéger la propriété individuelle en faisant évacuer les locaux occupés. Ce problème ne peut être résolu que par la force.

Les 3.000 francs, c'est la prime unique à tous les travailleurs, les plus défavorisés étant mis sur le même pied que les autres. C'est la fusion égalitaire des besoins communs en une revendication unique.

Les cinq pour cent, c'est une augmentation dérisoire pour les économiquement faibles et sensible seulement aux gros salaires. C'est la possibilité, pour les patrons, de créer la division dans l'entreprise et de continuer leur règle à travers la désunion des exploitants.

Le problème est posé. Seule une question de force le résoudra.

Le problème est posé. Quel problème ?

Celui du ralentissement de la dévaluation du pouvoir d'achat des travailleurs, celui de la stabilité des conditions d'existence à travers un rajustement des salaires ? Celui du maintien des avantages acquis ?

— Certainement ! ! !

Mais l'autre problème, celui de l'augmentation réelle du standard de la vie des travailleurs. Celui de la limitation des profits du patronat. Celui de la transformation de la structure sociale de l'entreprise, l'est pas, il ne peut pas être posé à travers une simple augmentation des salaires, même garantis par l'échelle mobile.

Il faut voir plus haut ! Il faut aller plus loin ! Les travailleurs, aujourd'hui unis, semblent retrouver leur combativité.

Comme en 36, proclament les organisations syndicales unies.

Oui, comme en 36, mais pas pour une stabilisation de la misère, pas seulement par un réalignement des salaires les plus défavorisés !

Comme en 36, pour reprendre le combat où l'ont stoppé le Blum du « tout n'est pas possible » et le Thorez de « il faut savoir terminer une grève », pour le mener à sa conclusion logique : la suppression du salariat, la reprise des instruments de production par les producteurs eux-mêmes.



REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e
C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS

1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse, joindre
25 francs et la dernière banderole

ALERTE ! Sous prétexte d'atteinte au "moral" de l'armée, le gouvernement veut supprimer les libertés syndicales !

Travailleurs, vous répondrez par des actes !

Le Conseil des Ministres a décidé de demander au Parlement de discuter d'urgence un projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sécurité extérieure de l'Etat. Incapable de définir ce fameux "cadre de lois au sein duquel s'exerce le droit de grève", il veut recourir à un texte qui par son élasticité se prête aisément à toutes les interprétations. Qu'en juge :

« Sans préjudice de l'application des dispositions des articles 59, 60 et 77 du Code pénal, sera puni de la peine de réclusion tout Français ou étranger qui aura, par quelque moyen que ce soit, provoqué, facilité ou organisé une action violente ou concertée ayant pour but ou pour résultat l'une des infractions prévues par l'alinéa 2 de l'article 76, ou qui aura participé volontairement à cette action. Sera puni de la même peine, toute personne qui aura accompli sciemment un acte de nature à porter atteinte au moral de l'armée ou de la nation en vue de nuire à la défense nationale. »

tionnement des services de la Défense nationale. »

Si cette loi est votée, n'importe quel gouvernement aura en main un instrument juridique lui permettant de limiter

à son gré, le droit de grève. En effet, presque toutes les industries, travaillent aujourd'hui directement ou indirectement pour la guerre. Autour de la métallurgie, où se fondent les canons, gravitent les houillères, le textile (uniformes), les transports (essentiels) l'énergie électrique, les raffineries de pétrole, les chantiers maritimes, etc... Or, qu'en entend-on par action violente, concertée, collective ? La grève n'a-t-elle pas toujours caractére violent, n'est-elle pas toujours concertée, collective ? Et si cette grève déferle dans la métallurgie, comme présentement, alors elle peut être immédiatement taxée de « criminelle » car elle porte atteinte à la défense nationale.

D'autre part les mots suivants : « ...accompli sciemment un acte de nature à porter atteinte au moral de l'armée ou de la nation... » peuvent s'appliquer aisément au simple exercice de la liberté la plus élémentaire, le mot acte étant pris dans un sens générique. En effet, qu'en entend-on par acte ? Etymologiquement, l'acte est le résultat de l'action. L'action est la manifestation d'une volonté. Moralement les deux termes sont synonymes. Donc, si à la suite d'une action de propagande contre l'armée, contre les armements, des ouvriers se refusent à construire des canons, ou se mettent en grève, en un mot, provoquent le résultat de l'action par l'acte susceptible de ralentir la production de guerre, les responsables de l'action et les responsables de l'acte peuvent être poursuivis, les premiers en tant qu'initiateurs, les seconds en tant qu'exécuteurs. Le mot acte, d'autre part, peu parfaitement s'appliquer par exemple, à une campagne d'affiches, à un jet de tracts, à un article de journal ; il ne s'applique pas nécessairement à une manifestation physique. L'initiation de militaires à la

désobéissance peut être relevée dans une seule phrase, un seul mot noyé au fond de quelque vaste étude, et considérée comme un acte délictueux au même titre qu'une escroquerie ou une concussion.

Ajoutons qu'il est plus ais de porter « ...atteinte au moral de la nation et de l'armée » par des moyens spirituels que par des moyens violents. Les premiers désagrégent les fermentes criminels : obéissance, patriotisme, etc... et provoquent les seconds. Sans moyens spirituels, sans

actions ou actes spirituels, l'acte physique, la manifestation « violente, concrète » est coupée de sa racine essentielle.

On peut donc affirmer que ce texte vise à préparer les voies d'une dictature et ce, sous couvert de défendre la démocratie. D'ailleurs, le premier texte cité plus haut nous dit : « ...sera puni de la réclusion tout Français ou étranger qui aura par QUELQUE MOYEN QUE CE SOIT provoqué, facilité ou organisé une action violente ou concertée ayant pour but une infraction prévue à l'alinéa 2 de l'article 76... »

Or, cet alinéa, le voici :

« Tout Français qui détruirait ou détrirait volontairement un appareil de navigation aérienne, de navigation, un matériel, une fourniture, une construction ou une installation susceptible d'être employé pour la D. N., ou pratiquer sciemment, soit avant, soit « après leur achèvement des malfaçons

(Suite page 3, col. 6.)

Special
Anti-
Electon
Number

Freedom
ANARCHIST JOURNAL

Vol. 11, No. 4

February 1950

"The greatest enemy of
Truth and Liberty is the
solid majority." — IRSEN

Three pages

TURN YOUR BACK ON GOVERNMENTS AND CONSCIOUSLY —

Refuse to Vote !

WHY LEND SUPPORT TO YOUR OWN EXPLOITATION ?

Nos camarades ont dit aux travailleurs de ne pas voter. Ils ont voté quand même. Ils vont être obligés de recommencer bientôt !

OS camarades anglais l'avaient dit : On a voté quand même. Et bien ou plutôt mal, puisque dans les 12 mois à venir il va falloir recommencer ! Pourtant, tout avait été minutieusement préparé afin d'éviter qu'un arbitraire dû à un découpage contestable de circonscription ne puisse favoriser les uns au détriment des autres. Or, la nouvelle répartition a donné aux travaillistes 13.209.400 voix et 314 sièges, alors qu'en 1945, 11.967.985 voix leur avaient assuré 390 sièges !

On peut faire la même constatation avec les libéraux qui ont augmenté leur nombre de voix et...

(Suite page 2, col. 5.)

PARIS, Ville Lumière... HOTELS MEUBLÉS

C'EST partout la même chose : en haut, en bas, en face, derrière, là-bas... Partout, partout ! Devant l'immeuble, la déresse que dissimulent les éblouissements de la Ville-Lumière, les mots deviennent ridiculement faibles, le vocabulaire apparaît d'une pauvreté extrême : obscurité, vétusté, légardé, crasse... Mais oui, je sais, je sais ! Par moment, je songe qu'il vaudrait peut-être mieux pousser un immense éclat de rire et crier planter là et partir, je ne sais où, mais loin de ces hommes, tous misérables, qu'ils soient riches ou pauvres... Découragement fugitif. Abandonner, ce serait me trahir moi-même.

On compte dans la région parisienne 11.500 hôtels meublés où s'entassent environ 8 à 900.000 personnes. A part quelques rares exceptions dues à l'intelligence d'hôteliers qui entendent maintenir leur bien, le meublé est toujours lugubre, sale, vétuste à tous les abandons.

Que ce soit dans le 13^e, dans le 20^e, le 11^e, à Boulogne-Billancourt, à Courbevoie ou ailleurs, le même spectacle se répète : literie et meubles pourris, chambres

tres étroites, papier peint maculé, déchiré, commode élémentaires ; eau, eau, eau, etc... Lits à un minimum d'époques révolues ; éclairage sordidement réduit entassement incroyable de familles allant de deux à sept et même huit personnes sur une surface moyenne de 10 à 15 mètres carrés.

Les loyers se situent entre quatre à

cinq cent francs par semaine, soit annuellement de 20.800 à 26.000 francs,

sans compter certaines charges comme

l'eau par exemple pour laquelle il est admis par la commission paritaire (Habitations et Syndicat des locataires), une redevance de 100 fr. par mois ! Le taux de ces loyers, considérable si on le place en regard des salaires, n'est cependant en général qu'au coefficient 6 ou 7 (!). Et les hôteliers ont beau jeu de se plaindre, le coût de la vie étant au moins à celui de 20, les impôts ayant considérablement augmenté. Mais ce raisonnement n'est valable que pour ceux

qui échappent aux barrières au cri de : « Paix au Viet-Nam », détruisant les brutalités de la police en scandant : « Gestapo, Gestapo, Gestapo », ils réussissent à tenir les flots en échec. Ceux-ci firent preuve de leur sauvagerie habituelle : j'ai vu des yeux M. le commissaire du Véto, Shires de la IV^e République en profiter pour faire une sortie massive et matraquer et peleriner entrer en action. Une course-poursuite s'organisa sur le boulevard Michelin et malgré les tirs et les paniers à salade, les étudiants tinrent le pavé pendant plusieurs heures : se regroupant sans cesse, forçant les barrières au cri de : « Paix au Viet-Nam », détruisant les brutalités de la police en scandant : « Gestapo, Gestapo, Gestapo », ils réussirent à tenir les flots en échec. Ceux-ci firent preuve de leur sauvagerie habituelle : j'ai vu des yeux M. le commissaire du Véto, Shires de la IV^e République en profiter pour faire une sortie massive et matraquer et peleriner entrer en action. Une course-poursuite s'organisa sur le boulevard Michelin et malgré les tirs et les paniers à salade, les étudiants tinrent le pavé pendant plusieurs heures : se regroupant sans cesse, forçant les barrières au cri de : « Paix au Viet-Nam », détruisant les brutalités de la police en scandant : « Gestapo, Gestapo, Gestapo », ils réussirent à tenir les flots en échec. Ceux-ci firent preuve de leur sauvagerie habituelle : j'ai vu des yeux M. le commissaire du Véto, Shires de la IV^e République en profiter pour faire une sortie massive et matraquer et peleriner entrer en action. Une course-poursuite s'organisa sur le boulevard Michelin et malgré les tirs et les paniers à salade, les étudiants tinrent le pavé pendant plusieurs heures : se regroupant sans cesse, forçant les barrières au cri de : « Paix au Viet-Nam », détruisant les brutalités de la police en scandant : « Gestapo, Gestapo, Gestapo », ils réussirent à tenir les flots en échec. Ceux-ci firent preuve de leur sauvagerie habituelle : j'ai vu des yeux M. le commissaire du Véto, Shires de la IV^e République en profiter pour faire une sortie massive et matraquer et peleriner entrer en action. Une course-poursuite s'organisa sur le boulevard Michelin et malgré les tirs et les paniers à salade, les étudiants tinrent le pavé pendant plusieurs heures : se regroupant sans cesse, forçant les barrières au cri de : « Paix au Viet-Nam », détruisant les brutalités de la police en scandant : « Gestapo, Gestapo, Gestapo », ils réussirent à tenir les flots en échec. Ceux-ci firent preuve de leur sauvagerie habituelle : j'ai vu des yeux M. le commissaire du Véto, Shires de la IV^e République en profiter pour faire une sortie massive et matraquer et peleriner entrer en action. Une course-poursuite s'organisa sur le boulevard Michelin et malgré les tirs et les paniers à salade, les étudiants tinrent le pavé pendant plusieurs heures : se regroupant sans cesse, forçant les barrières au cri de : « Paix au Viet-Nam », détruisant les brutalités de la police en scandant : « Gestapo, Gestapo, Gestapo », ils réussirent à tenir les flots en échec. Ceux-ci firent preuve de leur sauvagerie habituelle : j'ai vu des yeux M. le commissaire du Véto, Shires de la IV^e République en profiter pour faire une sortie massive et matraquer et peleriner entrer en action. Une course-poursuite s'organisa sur le boulevard Michelin et malgré les tirs et les paniers à salade, les étudiants tinrent le pavé pendant plusieurs heures : se regroupant sans cesse, forçant les barrières au cri de : « Paix au Viet-Nam », détruisant les brutalités de la police en scandant : « Gestapo, Gestapo, Gestapo », ils réussirent à tenir les flots en échec. Ceux-ci firent preuve de leur sauvagerie habituelle : j'ai vu des yeux M. le commissaire du Véto, Shires de la IV^e République en profiter pour faire une sortie massive et matraquer et peleriner entrer en action. Une course-poursuite s'organisa sur le boulevard Michelin et malgré les tirs et les paniers à salade, les étudiants tinrent le pavé pendant plusieurs heures : se regroupant sans cesse, forçant les barrières au cri de : « Paix au Viet-Nam », détruisant les brutalités de la police en scandant : « Gestapo, Gestapo, Gestapo », ils réussirent à tenir les flots en échec. Ceux-ci firent preuve de leur sauvagerie habituelle : j'ai vu des yeux M. le commissaire du Véto, Shires de la IV^e République en profiter pour faire une sortie massive et matraquer et peleriner entrer en action. Une course-poursuite s'organisa sur le boulevard Michelin et malgré les tirs et les paniers à salade, les étudiants tinrent le pavé pendant plusieurs heures : se regroupant sans cesse, forçant les barrières au cri de : « Paix au Viet-Nam », détruisant les brutalités de la police en scandant : « Gestapo, Gestapo, Gestapo », ils réussirent à tenir les flots en échec. Ceux-ci firent preuve de leur sauvagerie habituelle : j'ai vu des yeux M. le commissaire du Véto, Shires de la IV^e République en profiter pour faire une sortie massive et matraquer et peleriner entrer en action. Une course-poursuite s'organisa sur le boulevard Michelin et malgré les tirs et les paniers à salade, les étudiants tinrent le pavé pendant plusieurs heures : se regroupant sans cesse, forçant les barrières au cri de : « Paix au Viet-Nam », détruisant les brutalités de la police en scandant : « Gestapo, Gestapo, Gestapo », ils réussirent à tenir les flots en échec. Ceux-ci firent preuve de leur sauvagerie habituelle : j'ai vu des yeux M. le commissaire du Véto, Shires de la IV^e République en profiter pour faire une sortie massive et matraquer et peleriner entrer en action. Une course-poursuite s'organisa sur le boulevard Michelin et malgré les tirs et les paniers à salade, les étudiants tinrent le pavé pendant plusieurs heures : se regroupant sans cesse, forçant les barrières au cri de : « Paix au Viet-Nam », détruisant les brutalités de la police en scandant : « Gestapo, Gestapo, Gestapo », ils réussirent à tenir les flots en échec. Ceux-ci firent preuve de leur sauvagerie habituelle : j'ai vu des yeux M. le commissaire du Véto, Shires de la IV^e République en profiter pour faire une sortie massive et matraquer et peleriner entrer en action. Une course-poursuite s'organisa sur le boulevard Michelin et malgré les tirs et les paniers à salade, les étudiants tinrent le pavé pendant plusieurs heures : se regroupant sans cesse, forçant les barrières au cri de : « Paix au Viet-Nam », détruisant les brutalités de la police en scandant : « Gestapo, Gestapo, Gestapo », ils réussirent à tenir les flots en échec. Ceux-ci firent preuve de leur sauvagerie habituelle : j'ai vu des yeux M. le commissaire du Véto, Shires de la IV^e République en profiter pour faire une sortie massive et matraquer et peleriner entrer en action. Une course-poursuite s'organisa sur le boulevard Michelin et malgré les tirs et les paniers à salade, les étudiants tinrent le pavé pendant plusieurs heures : se regroupant sans cesse, forçant les barrières au cri de : « Paix au Viet-Nam », détruisant les brutalités de la police en scandant : « Gestapo, Gestapo, Gestapo », ils réussirent à tenir les flots en échec. Ceux-ci firent preuve de leur sauvagerie habituelle : j'ai vu des yeux M. le commissaire du Véto, Shires de la IV^e République en profiter pour faire une sortie massive et matraquer et peleriner entrer en action. Une course-poursuite s'organisa sur le boulevard Michelin et malgré les tirs et les paniers à salade, les étudiants tinrent le pavé pendant plusieurs heures : se regroupant sans cesse, forçant les barrières au cri de : « Paix au Viet-Nam », détruisant les brutalités de la police en scandant : « Gestapo, Gestapo, Gestapo », ils réussirent à tenir les flots en échec. Ceux-ci firent preuve de leur sauvagerie habituelle : j'ai vu des yeux M. le commissaire du Véto, Shires de la IV^e République en profiter pour faire une sortie massive et matraquer et peleriner entrer en action. Une course-poursuite s'organisa sur le boulevard Michelin et malgré les tirs et les paniers à salade, les étudiants tinrent le pavé pendant plusieurs heures : se regroupant sans cesse, forçant les barrières au cri de : « Paix au Viet-Nam », détruisant les brutalités de la police en scandant : « Gestapo, Gestapo, Gestapo », ils réussirent à tenir les flots en échec. Ceux-ci firent preuve de leur sauvagerie habituelle : j'ai vu des yeux M. le commissaire du Véto, Shires de la IV^e République en profiter pour faire une

LES RÉFLEXES DU PASSANT



A vos poches, pour payer
les trains de luxe
aux députés

recule de quelques mètres et crie à pleins poumons, rageuse :

« Eh bien, vous les défendez, vous, les capitalistes. Et dire que moi, je passe mon temps à vous défendre ! »

Malheureusement, ses éclats n'ennent pas d'échos, et l'attrouement que Maria voulait provoquer en resta à l'état de projet.

CHACUN sait que nos courageux députés, entre autres petits bénéfices, voyagent gratis. Et si l'on loue leur place, cette location est encore gratuite, à condition d'être faite par l'intermédiaire de la questure de la Chambre ou du Sénat. Comme il n'y a pas de petites économies, les députés ne paient que la moitié des couchettes. Notez que la location coûte 40 fr. et la couchette 680 fr. pour les clients de bonne volonté.

D'autre part, dans les trains de luxe, dits « à composition spéciale » ou « trains drapeaux », les cochons de payants doivent acquitter un supplément. Nos députés, eux, ne paient rien, s'ils s'adressent à la questure. S'ils vont en gare, ils ne paient que la location. Par exemple, sur la région Sud-Ouest, pour emprunter le « train drapeau » qui part à 17 h. 50, il faut payer, en sus du billet de première ou deuxième classe, pour Poitiers, 250 fr.

Dans la première quinzaine de février 1950, Maria Rabaté, députée communiste du 13^e arr., se présente à la gare d'Austerlitz quelques minutes avant le départ de ce « train drapé ». Elle exhibe sa carte de députée. « Cela fait 40 fr. », dit l'employé. « Comment, s'exclame notre Maria nationale, c'est gratuit pour nous ». « A la questure oui, mais ici ».

Indignée d'un tel sans-gêne, Maria

Il aurait pu dire...
Mais il n'a rien dit, l'employé à 18.000 fr. par mois.
Car, n'étant pas député, il n'avait que le droit de se taire... comme tous les coyons qui votent pour toutes les Maria Rabaté. Et voyagent en 3^e classe.

Le lampiste de service.

La corruption des polices politiques

(Suite de la première page)

On comprend donc tout de suite qu'aux rivalités d'intérêt, de prestige dont l'Indochine fut l'enjeu, se soient ajoutées les luttes sourdes des services secrets acharnés à compromettre leurs adversaires politiques que la compétition Mast-Pignon s'est compliquée de la réalité de Gaulle — Troisième force.

C'est probablement les services secrets de Coste-Floret, ministre M.R.P., dont le frère comme par hasard est un fidèle de Gaulle, qui ont organisé la « drôlerie » de la gare de Lyon qui devait mettre le feu aux poudres, c'est la D.S.T. gauloise qui arrête Peyré, perquisitionne chez lui et qui, si on en croit la deuxième déposition Revers, font disparaître certains documents. c'est un officier de la S.D.E.C.E. qui fait libérer Peyré sous prétexte que l'aventurier, agent de leurs services, a une

La semaine prochaine :
VERS UNE SOLUTION
DE LA CRISE DE L'AJISME ?

Nous publierons les positions des différents mouvements s'occupant d'Auvergne de Jeunesse.

FEDERATION

La Vie des Groupes

1^e REGION

Service de librairie chez Laureyns Georges, 80, rue Francisco-Ferrer, à Flèves-Lille (Nord).

2^e REGION

CONGRES REGIONAL
Le Bureau Régional insiste auprès des groupes de la 2^e Région, afin qu'ils régularisent leur situation de trésorerie avant le Congrès Régional.

Le Secrétaire Régional

PARIS-18^e — Groupe Louise Michel. — Jeudi 9 mars, à 20 h. 45, réunion des militants, adresse habituelle.

AUVERGNE, MONTAIGNE-FORT. — Le groupe réunit tous les vendredis à Maisons-Alfort, 49, rue Jean-Jaurès (au 108) : descendre vers la gare).

LEVALLOIS - ENVIRONS. — 1^e groupe, Durruti. — Réunions 2^e et 4^e mercredis. Prochaine : mercredi 8 mars, 21 h., « Vieux Normand » (face métro : Rome). Ordre du jour : Congrès.

MONTREUIL-BAGNOLET. — Réunion tous les mercredis 20 h. 45, café du Grand-Cerf, 171, rue de Paris. Montreuil (entre : Robert et la gare). Un coup d'espérance est en formation : le 1^{er} mars, les mercredis 1^{er} et 8 mars. Appel à tous les Esperantistes amis.

8^e REGION

GRENOBLE : Le groupe libertaire se réunit tous les deuxièmes et quatrièmes jeudis de chaque mois, à 20 h. 30 au Bar de l'Expo.

Conférences - Débats

8^e REGION

LYON CENTRE. — 71, rue de Bonnel, café Bon Accueil, une boulangerie sera faite par le camarade Lavoré, le 25 janvier 1950, à 16 h. Sujet traité : Communisme libertaire ou Communisme autoritaire.

LADET.

La Gérante : P. LAVIN.

Imp. Centr. du Croissant, Paris-19^e

4, rue de Strasbourg, Grenoble. Pour toutes correspondances s'adresser chez le camarade Besson R., 3, rue Bayard.

LYON-CENTRE. — Réunion à 20 h. 30, le samedi 4 mars. La permanence sera de 15 h. 30.

12^e REGION

MARSEILLE-CENTRE. — Réunion tous les lundis à 19 h. très précises. De 19 h. à 19 h. 30 : Administration. De 19 h. 30 à 20 h. : Position de la F. A. vis-à-vis des mouvements spontanés, par notre camarade De Lien. De 20 h. à 21 h. : réunion de Lien. Cours de français pour camarades étrangers et français des deux sexes (prononciation, orthographe, dictées, syntaxe) tous les mercredis sois à 7 h. 30, au siège : 12, rue Pavillon, 2^e étage. Librairie : permanence tous les lundis à 18 h. 45.

GALA ARTISTIQUE

GROUPES 3^e ET 10^e

Dimanche 12 mars à 14 h. 30
10, rue du Petit-Thouars

Métro Temple

La chanson, avec Jeanne Monet et F. Planche.

Le Sabir, avec le désopilant Zara.

L'Illusion, avec l'inimitable Robbins.

La poésie, avec Gaby Destours.

L'opéra, avec Raymonde Delcambre.

Le chansonnier P.-H. Jolivet.

L'extravagant comique Rêve.

L'Espagnol, avec la danseuse Adelita del Campo.

TOMBOLA GRATUITE

Comme d'habitude vous serez enchanté !
Cartes d'invitation : 145, quai de Valmy

HOTELS MEUBLÉS

(Suite de la première page)

qui entretiennent normalement leurs hôtels, fournissent une literie correcte, des serviettes, un éclairage suffisant, veillent à la salubrité, font repêche et désinfecter les chambres périodiquement. Il faut bien le dire : dans ces cas — extrêmement rares — l'hôtelier ne peut faire face à ses affaires que s'il exploite en même temps un café ou un restaurant. Exception, répétons-le. Presque tous les tenanciers de meublés, pour ne pas dire la totalité, se contentent d'encaisser les loyers et ne s'occupent de rien d'autre. Dès lors, il y a exploitation, bénéfices abusifs. Nous touchons là, du doigt, un des aspects de la décadence d'une société devenue incapable de veiller au maintien d'immeubles, parfois encore solides, que la génération précédente a légués.

La situation des travailleurs qui en sont réduits à la chambre meublée, ils sont nombreux, ils sont à travers la France certainement plusieurs millions — n'a jamais influencé un quelconque calcul de minimum vital ou de salaire. On ignore « l'hôtel », on ne connaît que la surface corrigée, chère à Claudio Petit le bien nommé. Ainsi, Pierre paye 26.000 fr. pour 12 m², alors que Paul paye le même prix pour un logement de 2 pièces et une cuisine. Cet état formidableness est justifié par un lit effondré, une table bancale, une commode croulante.

Les ménagères ici, enfin ! commencent à en avoir assez. Certaines déjà déposent une plainte. Ça commence à « bouger ». Mais l'une d'elles me dit : Moi je ne demande pas mieux que de me dégager, mais mon mari ne veut rien savoir : pas d'histoire avec le « probloc », c'est son mot.

Le mari, quant à lui, est tout de suite content, comme beaucoup d'entre eux.

Mme Mironet, son mari et ses deux enfants habitaient au premier étage d'un pavillon en bonnes pierres meublées, à l'angle de la rue de Meudon, à Boulogne-Billancourt. Cette famille disposait d'une vaste pièce et d'une petite cuisine, de tout meublé. Un jour, il y a un an, le propriétaire, qui tient un bistrot jusqu'à 22 h. 30, M. Mironet. M. Mironet qui il fallait loger pour son fils. Bon bougre, il lui propose d'installer dans le corridor dont l'extrémité fut murée à l'aide de planches. M. Mironet accepta. Mais ce corridor, transformé en chambre, est totalement obscur et aujourd'hui Mme Mironet est tuberculeuse.

Oui mais, direz-vous, bonnes gens, le fils, n'est-ce pas ? Eh bien ! le « fils » a été très « nombreux ». Il a, pendant longtemps, changé de tête chaque soir, et sa « femme » également... Et ce « fils » ne « passait » dans la chambre

que quelques heures... Jusqu'au jour où le propriétaire s'aperçut que l'élevage des chiens de race est encore plus intéressant que l'eugénie.

Et, depuis, une magnifique chienne et ses sept chiots habitent l'ancien logement de Mme Mironet. C'est tout de même beau la « libre entreprise ».

Dans le même quartier, place Jules-Guesde, au n° 5 : rez-de-chaussée : un café admirablement bien tenu. Au-dessus, un étage meublé. Là habite, parmi une quinzaine de locataires la famille Rousson, 6 personnes. Deux cabines toutes petites NON MEUBLÉES, pas de gaz, 29.700 francs par an ou 350 fr. d'eau par mois. Les murs sont totalement crevassés que les punaises nichent profondément et sont indestructibles. Les souris, les rats pullulent. L'unique prise d'eau se trouve dans les cabines juste au-dessus de la cuvette. Planchers pourris, volets arrachés, literie nommable, puante, égoutteuse.

Les ménagères ici, enfin ! commencent à en avoir assez. Certaines déjà déposent une plainte. Ça commence à « bouger ». Mais l'une d'elles me dit : Moi je ne demande pas mieux que de me dégager, mais mon mari ne veut rien savoir : pas d'histoire avec le « probloc », c'est son mot.

Le mari, quant à lui, est tout de suite content, comme beaucoup d'entre eux.

Mme Mironet, son mari et ses deux enfants habitaient au premier étage d'un pavillon en bonnes pierres meublées, à l'angle de la rue de Meudon, à Boulogne-Billancourt. Cette famille disposait d'une vaste pièce et d'une petite cuisine, de tout meublé. Un jour, il y a un an, le propriétaire, qui tient un bistrot jusqu'à 22 h. 30, M. Mironet. M. Mironet qui il fallait loger pour son fils. Bon bougre, il lui propose d'installer dans le corridor dont l'extrémité fut murée à l'aide de planches. M. Mironet accepta. Mais ce corridor, transformé en chambre, est totalement obscur et aujourd'hui Mme Mironet est tuberculeuse.

Oui mais, direz-vous, bonnes gens, le fils, n'est-ce pas ? Eh bien ! le « fils » a été très « nombreux ». Il a, pendant longtemps, changé de tête chaque soir, et sa « femme » également... Et ce « fils » ne « passait » dans la chambre

chester. J'ai offert ici 5.000 fr., là-bas 4.000 fr. En général, concierge et patron n'ont témoigné d'aucune surprise. La surenchère, le marché noir de meublés est pratiqué par tous ; je dis par tous, futurs locataires et hôteliers. L'honnêteté journalistique m'empêche de vous donner l'adresse de l'hôtel où tout récemment s'est passé l'incident suivant : chose curieuse, la victime elle-même m'a demandé — mais pourquoi donc ? — de rester à ce sujet, dans l'anonymat.

Une veuve ayant deux enfants en bas âge décède enfin la chambre de ses « rêves », sans gaz, chauffage. Tarif officiel et, ne l'oublions pas, imposé : 430 fr. par semaine.

On exige 4.000 fr. par mois, chauffage en plus. Elle accepte. Le lendemain, un quidam offre 6.000 fr. La veuve n'en a pas envie, mais il faut à l'heure. Ces faits sont répétés journalièrement au quai de Gestres : service et surveillance des meublés. Chiffre infime, car il est certain que neuf hôtels sur dix peuvent impunément braver une réglementation, certes complexe, injuste souvent, paralyssée par des « points de droit », mais tout de même d'une efficacité suffisante, car ce sont les locataires eux-mêmes qui, en grande partie, provoquent le trafic de la chambre meublée.

Le mari, quant à lui, est tout de suite content, comme beaucoup d'entre eux.

Le mari, quant à lui, est tout de suite content, comme beaucoup d'entre eux. Il arrive au terme de mon enquête. En regard du délabrement prodigieux de l'habitat de la région parisienne, je n'ai pour ainsi dire rien vu. Et encore faut-il ajouter que pas une seule ville de France, et en particulier les grands centres comme Lyon et Marseille, ville patiemment privée d'égouts, Béziers, Bordeaux, Lille, pas une commune, pas un hameau qui ne soit dans une situation identique à celle de la Ville-Lumière.

Le taudis est le sceau de la France. Je pense, et je crois avoir raison, qu'un logement, même normalement occupé, mais privé de soleil, et dieu sait s'il y en a ! devrait être déclaré insalubre.

Sans soleil, sans lumière, sans aération suffisante, l'homme dépit. Les centaines de ménages qui logent dans l'habitat de la Ville-Lumière.

Le taudis est le sceau de la France. Je pense, et je crois avoir raison, qu'un logement, même normalement occupé, mais privé de soleil, et dieu sait s'il y en a ! devrait être déclaré insalubre.

Sans soleil, sans lumière, sans aération suffisante, l'homme dépit. Les centaines de ménages qui logent dans l'habitat de la Ville-Lumière.

Le taudis est le sceau de la France. Je pense, et je crois avoir raison, qu'un logement, même normalement occupé, mais privé de soleil, et dieu sait s'il y en a ! devrait être déclaré insalubre.

Sans soleil, sans lumière, sans aération suffisante, l'homme dépit. Les centaines de ménages qui logent dans l'habitat de la Ville-Lumière.

Le taudis est le sceau de la France. Je pense, et je crois avoir raison, qu'un logement, même normalement occupé, mais privé de soleil, et dieu sait s'il y en a ! devrait être déclaré insalubre.

Sans soleil, sans lumière, sans aération suffisante, l'homme dépit. Les centaines de ménages qui logent dans l'habitat de la Ville-Lumière.

Le taudis est le sceau de la France. Je pense, et je crois avoir raison, qu'un logement, même normalement occupé, mais privé de soleil, et dieu sait s'il y en a ! devrait être déclaré insalubre.

Sans soleil, sans lumière, sans aération suffisante, l'homme dépit. Les centaines de ménages qui logent dans l'habitat de la Ville-Lumière.

Le taudis est le sceau de la France. Je pense, et je crois avoir raison, qu'un logement, même normalement occupé, mais privé de soleil, et dieu sait s'il y en a ! devrait être déclaré insalubre.

Sans soleil, sans lumière, sans aération suffisante, l'homme dépit. Les centaines de ménages qui logent dans l'habitat de la Ville-Lumière.

Le taudis est le sceau de la France. Je pense, et je crois avoir raison, qu'un logement, même normalement occupé, mais privé de soleil, et dieu sait s'il y en a ! devrait être déclaré insalubre.

Sans soleil, sans lumière, sans aération suffisante, l'homme dépit. Les centaines de ménages qui logent dans l'habitat de la Ville-Lumière.

Le taudis est le sceau de la France. Je pense, et je crois avoir raison, qu'un logement, même normalement occupé, mais privé de soleil, et dieu sait s'il y en a ! devrait être déclaré insalubre.

Sans soleil, sans lumière, sans aération suffisante, l'homme dépit. Les centaines de ménages qui logent dans l'habitat de la Ville-Lumière.

CULTURE ET RÉVOLUTION

LE POUVOIR dans le pouvoir

ON considère souvent que la société est régie par un seul pouvoir, une seule autorité gouvernementale, une seule puissance publique. Un examen approfondi de la réalité politique nous montre que toute une floraison de pouvoirs coexiste, pouvoirs à la fois collaborateurs et rivaux.

Sans doute coopèrent-ils à restaurer l'ordre public mais chacun d'eux émet le principe de contrôler des sujets, de les capturer, de les plier sous leur obédience.

Sans être étatiques, c'est-à-dire considérés comme des organes de l'administration de l'Etat, ces pouvoirs, qui prennent un caractère social vivent à son ombre et exercent leurs pouvoirs sociaux visant des fins propres.

Ces autorités se combattent entre elles, chacune s'efforçant de grandir aux dépens de l'autre et l'Etat lorsqu'il devra pour les châtier de dépasser la mesure se pose en gardien de la sécurité publique.

Donc il nous est facile d'observer la structure et la consistance de la société politique lorsque nous connaissons que le caractère essentiel de cette société c'est d'absorber des forces sociales qui se chicanent pour le pouvoir.

Cette constellation de pouvoirs nous apparaît aujourd'hui dans les pouvoirs fragmentaires qui visent pourtant au pouvoir total et qui se nomment : R.P.F., P.C.F., syndicalisme réformiste pour parler les plus importants appelés à englober dans une pensée de leur lutte les autres forces, M.R.P., Parti Socialiste. Toutes ces forces n'ont qu'un but : le pouvoir, c'est-à-dire s'empare de la chambre aux machines qui permet de s'attribuer tous les leviers de commande d'un Etat moderne. Toutes ces forces détentrices de pouvoirs secondaires mais aspirant au pouvoir total varient leurs motifs pour arriver à leurs fins.

Mais un fait reste invariable : c'est la prétention d'accomplir le bonheur du peuple.

Et comme nous savons que ces forces avides de pouvoirs s'identifient au peuple, on peut comprendre que lorsqu'elles parlent de bonheur du peuple il s'agit de leur bonheur personnel qui ne peut être tel qu'avec l'octroi du maximum de Pouvoir, du maximum de commandement, du maximum d'obéissance.

MÉTHODES DIVERSES : BUT IDENTIQUE

Le R.P.F. veut rassembler le peuple français et ce qu'il entend par là c'est tout le monde, sauf les opposants.

Le P.C.F. veut créer le parti unique, le parti ouvrier français où se trouveront tous les bons citoyens ce qui exclut les mauvais.

Le R.P.F. veut un Etat fort, capable de gérer la maison France sans que les locataires soient par trop brimés.

Et son principe est l'exaltation de l'élite contre la masse, l'ordre contre le progrès social. Son idéalisme c'est la France, fille aimée de l'Eglise, la grande France, le principe des Empires, la fidélité aux traditions.

Il désire une dictature par le sommet que les communistes appellent dictature réactionnaire, dictature exercée par les hauts fonctionnaires, les techniciens, les scientifiques siégeant dans les deux chambres et barrant la route aux élus mandatés par l'ouvrier, le paysan, le petit commerçant.

Innovation : le notaire, l'avocat, le métallurgiste, le paysan, le commerçant, leur tour par l'économiste, l'ingénieur, le savant.

Le Parti communiste prend le contre-pied de ce principe puisqu'il affirme que sa dictature est révolutionnaire. Il

dit vouloir le progrès contre l'ordre, son idéalisme exalte le citoyen et le collectivisme. Il veut aller à l'encontre de toutes les valeurs traditionnelles et abolir les priviléges. Mais cela ne sera possible qu'en permettant à une élite ouvrière d'accéder aux fonctions primordiales que la haute bourgeoisie détient en utilisant les représentants du peuple. D'où nécessité de forger un Etat de type nouveau avec un pouvoir plus fort que le précédent, pouvoir qui

sujets sans être amené par un mimétisme monstrueux à adopter les mêmes méthodes et se servir d'un climat de guerre pour les justifier si l'opinion publique réagit.

C'est ce qui explique pourquoi les U.S.A. glissent vers un fascisme militaire, vers une persécution (qui n'en est qu'à ses débuts) de tout ce qui est subversif, l'intelligence des politiques et des militaires interprétant les principes antimilitaristes, anticapitalistes et antiautocratiques comme des faits ayant leur source à Moscou. Aucune discrimination n'est faite entre les représentants d'une dictature mondiale exploitant les inégalités de l'inégalité sociale, et les forces humanistes visant à détruire le principe et l'institution de l'Etat, le Pouvoir et leurs appendices, non pas dans un seul pays mais dans tous les pays, y compris en U.R.S.S.

Quand donc les masses ouvrières, la paysannerie, et tous les éléments intermédiaires ou extérieurs intéressés à un climat pacifié, à une rupture avec l'horreur accrue des guerres modernes, entreprises d'Etats, quand donc l'opinion publique dégagée de l'envouement des Pouvoirs et la magie des propagandes hystériques, quand donc les hommes et les femmes de bonne volonté comprendront que le Pouvoir est l'origine de tous les maux et la cause de toutes les catastrophes, l'origine des guerres, du colonialisme, de l'abîtement d'ensembles humains, quand donc se sera-t-on pénétré que le Pouvoir et l'appétit de conquête sont étroitement liés et que malgré certaines phases d'engourdissement, le Pouvoir se réveille plus fort, pour frapper là où il trouve la faiblesse et l'indifférence. Dans leurs luttes féroces, les Etats engloutissent des générations. L'histoire porte-t-elle en son sein l'engloutissement des Etats ?

n'admettra qu'une seule direction, qu'une seule ligne, qu'une seule morale, qu'une seule vérité, qu'une seule justice : celle du Parti.

L'égalité bourgeoise devant la loi est remplacée par l'égalité civique devant les lois du Parti. Le Parti est la classe dominante avec les priviléges économiques et les voluptés autoritaires que cette appartenance comporte.

LE SECRET DE L'HISTOIRE

L'histoire apparaît dans ce domaine plus comme une lutte de pouvoirs que comme une lutte de classe.

Les états communistes sont-ils destinés à être moins virulents, moins agressifs, moins militaristes, moins policiers, moins guerriers que les états capitalistes ? Ce n'est pas sûr. Puisqu'il est question de fixer juridiquement les rapports des Etats communistes entre eux. Aujourd'hui nous savons que de tout temps la guerre fut l'industrie coutumière des Etats s'arrachant leurs richesses et leur prospérité.

Dans l'époque antique la guerre est une razzia, que font les Etats rivaux sur la main-d'œuvre, les terres, les trésors.

Le motif est resté le même dans tout le moyen âge avec des nuances exercées par le développement des idées et des sentiments.

Aujourd'hui, on ne peut pas ne pas voir le même principe adapté au progrès, technique et aux grandes agglomérations.

On dit que la guerre, c'est la continuation de la politique par d'autres moyens. Or, quest-ce que la politique (1) sinon l'ensemble des rapports des Etats entre eux, rapports de puissance, rapports de proie, rapports d'hégémonie.

L'époque actuelle, c'est l'époque des grands Etats, grands Etats qui subissent le rayonnement et l'influence politique des grands : l'U.R.S.S., les U.S.A. : Population nombreuse, industrie puissante, agriculture prospère, richesses de matières premières intarissables, puissance militaire monstrueuse, ce sont là les atouts de ces deux grands dont la rivalité forme l'histoire du monde actuel.

Le socialisme nous a enseigné que le capitalisme était la cause originelle de la guerre. Il semble que le Pouvoir politique a été poussé au second plan à tort. Mais pourra-on parler de détruire le Pouvoir lorsqu'on voulait s'en servir ? Les intérêts politiques sont aujourd'hui plus forts que les intérêts économiques. La preuve la plus manifeste est représentée par les deux Etats qui mènent la politique mondiale. Leur système de production est mobilisé presque entièrement pour satisfaire leur marché intérieur. Ce point de vue est confirmé par la faiblesse du commerce extérieur soviétique, il est confirmé aussi par le commerce extérieur américain qui avec son système de dons, vise à maintenir des zones économiques saines pour jurer le mécontentement populaire grave canalisé par l'Etat-major communiste mondial lui-même dans les mains de l'Etat « socialiste » concentrationnaire.

Tous nos lecteurs ont écouté, au moins une fois, l'émission : « Plaisir de la musique » de Roland MANUEL au cours de laquelle l'auteur et Nadia TATARINE nous enchantent par leurs spirituels dialogues qui introduisent agréablement et instructivement l'audition d'œuvres aussi variées que bien choisies. Il aurait été dommage que le parcours de leur « machine à explorer le temps » et c'est une des premières questions venues à l'esprit, n'a pas été noté étape par étape. Les *Éditions du Seuil* ont publié à ce qui aurait été une lacune et viennent de nous donner le second volume de ces entretiens. Le premier nous éclairait sur : « Les éléments de la musique », le second nous conduit en passant par les différents « esprits des musiques » française, italienne, autrichienne, etc., à travers « La musique jusqu'à Beethoven ».

Sur l'épineuse question des « séums de vérité » et autres drogues, Jean ROLIN publie chez Plon Ed. : « Drogues de police ». Après une sérieuse étude scientifique des stupéfiants, de la narcotisation, il pose le problème moral de l'emploi de tels moyens d'investigation ramenant l'individu à un objectif, techniques qui nous sont promises dans toute société totalitaire.

Maurice LIME, ajusteur mécanicien, vient de nous donner un roman rude et puissant qui dépeint, dans le décor d'une usine en grève, la classe ouvrière non sous des dehors idéalistes mais en montrant son vrai visage de proléttaire goulueur aux prises avec un monde écrasant. Il faut lire « Les belles journées » de Maurice Lime (Editions Bière).

André et Dori PRUDHOMMEAUX font paraître, chez « Spartacus » : « Spartacus et la Commune de Berlin 1918-1919 avec les témoignages politiques de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht.

Un parti politique est une orga-

sujects sans être amené par un mimétisme monstrueux à adopter les mêmes méthodes et se servir d'un climat de guerre pour les justifier si l'opinion publique réagit.

C'est ce qui explique pourquoi les U.S.A. glissent vers un fascisme militaire, vers une persécution (qui n'en est qu'à ses débuts) de tout ce qui est subversif, l'intelligence des politiques et des militaires interprétant les principes antimilitaristes, anticapitalistes et antiautocratiques comme des faits ayant leur source à Moscou. Aucune discrimination n'est faite entre les représentants d'une dictature mondiale exploitant les inégalités de l'inégalité sociale, et les forces humanistes visant à détruire le principe et l'institution de l'Etat, le Pouvoir et leurs appendices, non pas dans un seul pays mais dans tous les pays, y compris en U.R.S.S.

Les premiers dissents entre ceux de Cronstadt et le nouveau gouvernement, se firent jour presque au lendemain de la Révolution d'Octobre.

Le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets locaux ! » signifiait pour Cronstadt l'indépendance de chaque localité, de chaque soviet, de chaque organisme social dans les affaires qui les concernaient, par rapport à la centre politique du pays : « Le droit de prendre des initiatives, des décisions et des mesures, sans demander la « permission » à ce « centre ». D'après cette interprétation, le « centre » pouvait dicter ni imposer sa volonté aux soviets locaux, chaque soviet, chaque organisme ouvrier ou paysan étant le « maître » chez lui. Nécessairement, il avait à coordonner son activité avec celle des autres organisations, sur une base fédérative. Les affaires concernant le pays entier devaient être coordonnées par un centre fédératif général.

Cronstadt supposait donc que sous la protection du gouvernement « prolétarien », et « socialiste », il y avait une fédération libre des soviets et un fédération libre des comités d'usine allait créer progressivement une force organisée puissante capable de défendre les conquêtes de la Révolution sociale et de continuer celle-ci.

Or, le gouvernement — naturellement — s'occupait de tout, sauf du problème primordial : celui d'aider les organisations ouvrières et paysannes à s'émanciper définitivement.

.....

Au début de 1918 la population laborieuse de Cronstadt après de multiples réunions, décida de procéder à la « socialisation des maisons et des habitations ».

Il s'agissait d'abord d'obtenir le consentement et le concours du soviet local : de créer un organisme compétent ayant à sa charge le recensement et l'examen des immeubles et des locaux, la répartition la plus équitable des logements, leur remise en état, leur entretien.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

REJETONS LES 5% DU PATRONAT !

Stabilité gouvernementale d'abord

VOUS pensez bien qu'aujourd'hui comme hier, et sans doute aussi bien que demain, les salariés doivent savoir attendre. La patience, la sauvegarde de l'intérêt général, voilà ce qu'ils doivent avoir toujours présent à l'esprit. En somme, on leur demande peu. Ils seraient mal venus de s'impacter. Notre vertueuse France aux sommets intègres ne comprendrait pas leur révolte. Les sacrifices doivent être partagés. On nous l'a répété sans relâche, on nous l'a fait sentir sans ménagements. De Thorez, avec « produire d'abord », à de Gaulle, avec « retroussons nos manches ». D'un bord à l'autre des assemblées de vertueux notables, comme à tous les étages de la presse dite « grande ». Un chef d'orchestre clandestin menait la danse avec maestria.

Suivana la voie de leurs glorieux prédecesseurs, nos actuels dirigeants rappellent opportunément les nécessités de l'heure, qui n'ont pas varié. Ils précisent d'exemple.. sur le dos des fonctionnaires et assimilés.

Devant la vague de grèves qui fait plier quelques patrons, M. Bidault a déclaré : « L'imperatif de l'heure, c'est la politique générale de stabilité du gouvernement. Je mets en garde les directeurs des entreprises du secteur public qui seraient tentés d'accorder satisfaction aux demandes de revalorisation de salaires, même si leurs disponibilités le leur permettent ». Il a oublié d'ajouter : « Et que crèvent les salariés ».

Nos ministres et députés n'ont pas fait tant d'histoires pour relever l'indemnité à parlementaire de neuf mille francs par mois. Il est vrai que c'était un moyen d'assurer cette fameuse stabilité gouvernementale.

Ainsi, même si les disponibilités financières le permettent, il faut refuser les augmentations de salaires. Mais il ne saurait être question, naturellement, de réduire les scandaleux émoluments des députés, ministres, généraux, de tous les grands directeurs des différentes administrations, qui pullulent comme moustiques par temps d'orage. Encore moins d'en réduire le nombre.

Stabilité gouvernementale, messieurs, par le raccourcissement du bout de fromage et du morceau de pain sec accordés généreusement aux travailleurs. Lesquels ne sont plus des esclaves, évidemment. Simplement du matériel, dont on évite l'usure trop rapide par quelques gouttes d'huile chichement mesurées.

Le prolétariat ne tiendra pas compte de ces raisons d'Etat, dont il fait éternellement les frais. Il n'a pas à chercher si le gouvernement lui est, ou non, favorable : il est TOUJOURS contre lui.

Tant que des gens vivront grassement nous protesteron contre la misère des autres. Nous nous moquons éperdument de la continuité ministérielle. La preuve est suffisamment faite, depuis que les crises nous habituent à vivre sans gouvernement pendant des semaines, que nous pouvons nous en passer facilement.

Gouvernés ou non, ce que nous voulons d'abord, c'est VIVRE.

SANS GARDES-CHIOURME.

René GUY.

EFFERVESCE DANS LES BANQUES

LA GRANDE DUPERIE des Conventions Collectives

Les travailleurs qui croient encore à l'efficience du régime parlementaire, et partant, aux textes législatifs sont servis.

Depuis plusieurs mois les cadres syndicaux des centrales, dites grandes, réclamaient la libre discussion des salaires dans le cadre des conventions collectives.

La loi tant attendue a donc été votée le 11 février 1950 sous le n° 50-205 et les employés de banque, comme tous les travailleurs d'ailleurs, de se réjouir. Enfin les patrons ne pourront plus se retrancher derrière le gouvernement, fini le blocage des salaires.

Il leur faut, hélas ! déchanter, le jeu de cache-cache n'est pas terminé.

La déclaration équivoque de G. Bidault à Saint-Etienne trouve sa contrepartie dans la double mise en garde adressée au Patronat à la Conférence de l'Hôtel « Matignon ». C'est là que se perpétuent les mauvais coups, souvenez-vous des accords du même nom.

Cette Conférence était d'ailleurs triste, les violons étant déjà accordés ; il suffit, pour s'en convaincre, de comparer la position gouvernementale à ladite Conférence, et l'article du Président du C.N.P.F. paru dans le bulletin de cette organisation sous le titre « Profession ou Politique ».

La place nous manque pour reproduire ces textes, nous le regrettons, car nos camarades employés de banque comprendraient mieux les réponses dilatoires et le désir de gagner encore du temps du Président de l'A.P.B. lors de la réunion de la Commission Nationale Partitaire, le 17 février.

Examinons rapidement la position des Centrales en présence :

Force Ouvrière demandait une indemnité d'attente mensuelle de 5.000 francs, et l'ouverture rapide de négociations.

Nous ne savons pas encore ce qu'a décidé la Conférence nationale professionnelle convoquée par cette fédération le 25 février, puisqu'elle y a repris les chiffres de son Conseil national du 25 septembre dernier ; les bonnes du F.O. ne font sans doute pas le match ?

— Que la C.G.T.K. défend toutes les catégories d'employés.

Elle revendique 22.755 fr. (coefficient 123) salaire d'embauche, ce qui met le

Lettre de Belgique

LA LUTTE CONTRE LES CHOMEURS

Le gouvernement dont nous sommes affligés ne trouvant décidément aucun moyen propre à réduire le chômage, a décidé, malgré tout, de diminuer le nombre des sans-travail. Il a commencé par supprimer les seconds de chômage à toute une catégorie de forces.

Il y a tout portant une belle économie réalisée. Ce seraient de faire disparaître toute une catégorie de chômeurs professionnels, aux riches traitements, qui s'appellent ministres, députés, trésoriers de sabres ou évêques à 500.000 francs.

Pendant ce temps, les vieux vivent avec 4.000 francs par mois. Et les 55.000 frontaliers, dont Mousseron possède le plus grand nombre, sont obligés de se déplacer en France pour gagner leur pain.

Les jeunes gens sortant des écoles d'apprentissage ne trouvant pas de travail, s'inscrivent au fonds de chômage. Mais le bureau régional a trouvé la solution : il les envoie à Liège ou Verviers, à 220 kms de chez eux. En arrivant là-bas, ils apprennent qu'il n'y a pas de logement pour les abriter, sauf

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers -- La terre aux paysans

Ce qui manque à ces grèves : L'ÉLAN DES 40 HEURES

A l'heure où nous écrivons, il y a 180.000 grévistes dans la région parisienne. Mais dans quelques entreprises, dont la maison Panhard, la grève a été repoussée. A une faible majorité, il est vrai. Cependant, là où elle a été votée, la majorité n'était pas très forte, sauf de rares endroits. A la SNECMA, c'est encore mieux : tout en étant d'accord pour l'arrêt du travail, les ouvriers ont décidé d'attendre le résultat du référendum dans les autres succursales. A première vue, cette position semble logique. Mais on oublie un peu facilement l'effet psychologique de l'exemple.

Il y a un malaise ouvrier qui se traduit par ces hésitations. Deux sentiments se partagent le cœur avec des chances égales : d'une part, la nécessité de « faire quelque chose » ; d'autre part, la quasi-conviction que la grève

ne veuille tenir aucun compte, du moins pour l'instant, de peur de se couper d'une partie de leurs cotisants. La conviction de travailler pour le roi de Prusse. C'est ce qui les incite à n'opposer aucune résistance à l'occupation des usines par les C.R.S., ajouté à cette idée que la grève sur le

par Fernand ROBERT

tas n'a plus aucune valeur. Ce en quoi ils ont raison.

Si, comme nous l'avons dit la semaine passée, les transports ne se mettent pas de la partie, ce mouvement ne restera qu'un avertissement. C'est, en définitive, ce qui est à craindre.

Ces grèves manquent de nerf. Quelles sont leurs bases ? Dans la grande généralité, la revendication-clé, c'est l'occupation des usines par les 40 heures. Malgré tous leurs brûlants d'études, leurs commissions, leurs statistiques, elles n'ont pas la certitude que les 40 heures assureront une production suffisante. Elles n'en parlent que comme d'un but lointain. Elles ont peur de créer des embarras insurmontables aux petits amis ministériels ou futurs ministres. Elles ont peur d'être mises à l'épreuve. Il y a 400.000 chômeurs en France, cinq millions aux U.S.A., deux millions en Allemagne, autant en Italie. Il y en a partout, mais cela ne suffit pas. Il y a trop de vin, de sucre, de blé, de charbon même, et on nous annonce que la Pologne s'inquiète du stock qui s'accumule sur le carreau des mines. Il y a trop de tout, mais nos savants syndicalistes économistes ne sont pas convaincus. Ils ont peur d'être sous-production ! Ils ont peur de tout.

Le prolétariat n'est pas si poire qu'en croit. Ce qu'il ne peut exprimer, il le sent. Et il sent bien que cette réticence cache quelque chose. C'est que les organisations ouvrières ont peur des 40 heures. Malgré tous leurs brûlants d'études, leurs commissions, leurs statistiques, elles n'ont pas la certitude que les 40 heures assureront une production suffisante. Elles n'en parlent que comme d'un but lointain. Elles ont peur de créer des embarras insurmontables aux petits amis ministériels ou futurs ministres. Elles ont peur d'être mises à l'épreuve. Il y a 400.000 chômeurs en France, cinq millions aux U.S.A., deux millions en Allemagne, autant en Italie. Il y en a partout, mais cela ne suffit pas. Il y a trop de vin, de sucre, de blé, de charbon même, et on nous annonce que la Pologne s'inquiète du stock qui s'accumule sur le carreau des mines. Il y a trop de tout, mais nos savants syndicalistes économistes ne sont pas convaincus. Ils ont peur d'être sous-production ! Ils ont peur de tout.

Il préférerait lancer les ouvriers dans une aventure dont ils savent à l'avance le maigre résultat. Ils ne veulent créer d'ennui à quiconque, et c'est pour cela qu'ils n'osent pas demander les 30.000 francs mensuels.

Toutes ces faiblesses sont à la base du malaise intérieur de ce mouvement de grève, qui eut d'AMPLIFIER rapidement, car il est largement justifié.

Nous répétons qu'au longtemps qu'on ne changera pas de tactique de combat, aussi longtemps qu'on ne s'orientera pas vers la grève gestionnaire et générale, aussi longtemps qu'on s'en tiendra à des revendications ridicules et dépassées, en partant à la bagarre en ordre dispersé, le prolétariat ne suivra qu'avec répugnance.

Ceux d'entre nous qui sont dans les centrales ayant quelque valeur en nombre se doivent d'influencer les responsables en ce sens.

En leur rappelant que les quarante heures nous intéressent autant — sinon plus — que les augmentations de salaires NON HIERARCHISEES.

CHEZ RENAULT

Lundi matin, les ouvriers de chez Renault eurent la surprise d'une affiche intitulée « Nouvelle hausse sur les salaires ». Quelle était exactement cette hausse ? 5 p. 400, soit le coefficient 100, ce qui correspond à 4 francs pour la manœuvre. La réaction des ouvriers devant cette somme fut le débrayage qui obligea les dirigeants syndicaux à organiser un référendum qui dura toute la journée du lundi et le mardi matin, la plupart, d'ailleurs, n'attendant pas les résultats (5 p. 400) pour débrayer. Il fut fin de l'île comme pour V. 5 (4 CV) et la plupart des ateliers de l'usine. La grève fut complète le mercredi, jour où les mensuels se prononcèrent (55 p. 400 pour, y compris les cadres).

Les Comités de grève furent constitués sur le tas et décidèrent la mise en place de quelques piquets de sécurité.

Ces piquets (environ 300 hommes) furent délogés dans la nuit du 22 au 23 février par d'importants effectifs de police et de G.R.S. Rien n'y manqua, que l'aviation pour leur protection (La police avec nous !)

Dès le lendemain, des meetings organisés par le cartel d'unité d'action (C.G.T., F.O., C.F.T.C., S.D.R.) eurent lieu autour de l'usine.

A plusieurs reprises, nous eûmes le plaisir d'écouter le camarade député Costes (dit Fredo), celui qui, en 47, plaça Nationale, faillit voir sa voiture renversée par les grévistes à qui il venait inciter à reprendre le travail, ainsi que le secrétaire de F.O. de la métallurgie parisienne, qui protesta contre les bruits qui tendaient à faire croire que F.O. était contre la hiérarchie et précisait que si cette prime de 3.000 n'était pas hiérarchisée, les cadres y retrouveraient leur compte dans les conventions collectives. Signalons le camarade Bois, représentant du S.D.R., qui s'est différencié des autres orateurs en faisant un appel aux ouvriers ayant déjà repris le travail, après avoir obtenu satisfaction dans certaines petites boîtes pour les 3.000 francs, de ne pas cesser la lutte et de débrayer par solidarité prolétarienne.

Quelle est l'action des libertaires dans cette lutte. Plusieurs de nos camarades ont pu être dans les piquets de grève et actuellement ils continuent d'oeuvrer dans la mesure du possible pour l'élargissement rapide de cette grève et d'orienter celle-ci vers des objectifs révolutionnaires. Mais leurs moyens sont faibles, leur influence s'en ressent.

Nous constatons avec regret que la majorité des ouvriers se désintéressent de leur lutte, résultant d'une absence volontaire de la part des grandes centrales, unies dans le cartel, de préparation avant la grève d'une psychose de grève générale.

Nous aurions voulu créer le climat combatif nécessaire à la réussite d'un tel mouvement, et ceci est possible, malgré l'apathie des masses, avec les moyens financiers dont disposent les grandes centrales syndicales. A cette condition, l'occupation de l'usine aurait été possible et les C.R.S. se seraient heurtés à une combative ouvrière qui nous aurait rappelé 36, poussant ainsi les ouvriers des autres usines au débrayage rapide et à la solidarité, seul gage de réussite.

LE GROUPE ANARCHISTE RENAULT.

A SAINT-OUEN

NICOLAS, PATRON DE COMBAT applique la circulaire confidentielle du patronat français

Le patronat a engagé la bataille des Conventions Collectives avec l'intention, bien arrêtée, de se refuser à toute augmentation substantielle de salaires. Mieux assuré de l'appareil de répression, le Conseil du Patronat français, présidé par M. Villiers a fait parvenir aux patrons de la région parisienne une circulaire ultra-confidentielle leur conseillant de liquider le plus rapidement possible les militaires syndicalistes connus en les assurant que le gouvernement donnerait des ordres à l'Inspection du travail pour que ces mesures soient appuyées par « l'autorité gouvernementale ».

Nicolas, établissement de fabrication métallurgique de Saint-Ouen n'a pas voulu laisser passer une telle occasion sans se signaler de nouveau à l'attention des ouvriers métallurgistes.

L'entreprise compte 250 ouvriers.

Les salaires payés sont parmi les plus bas de la corporation, 55 fr. de l'heure pour des manœuvres, 65 fr. pour des ouvriers spécialisés.

Les travailleurs de cette entreprise étaient laissés décliner par la Direction au cours d'une grève précédente.

Il n'y existe plus de section syndicale, plus de délégué, plus de lutte révolutionnaire.

Et pourtant la colère gronde. Elle a brusquement éclaté lundi. Les travailleurs ont débrayé, réclamant la prime de 3.000 francs avec effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier.

MONTLUC.

Après avoir lu ce journal

FAITES-LE CIRCULER !

Merci